

## INTRODUCTION

Mil neuf cent quarante-sept fut une année de transition pour la politique étrangère du Canada. Le long règne de William Lyon Mackenzie King à la tête du pays touchait à sa fin comme, par voie de conséquence, sa direction résolue et quasi singulière des affaires extérieures du Canada. King avait déjà cédé le portefeuille de secrétaire d'État aux Affaires extérieures à Louis Saint-Laurent qui, en 1946, devint le premier ministre à n'occuper que ce poste; pendant longtemps, King avait été son propre ministre des Affaires étrangères, un arrangement qui eut un impact majeur sur la conduite de la politique extérieure du Canada et sur le développement du ministère. L.B. Pearson assumait ses fonctions de sous-secrétaire à la fin de 1946 et, avec Saint-Laurent, il forma une équipe efficace qui affirma vigoureusement les intérêts et les responsabilités du Canada dans le monde. C'est ainsi qu'au début de 1947, l'un et l'autre insistèrent pour que le Canada ait vraiment voix au chapitre dans la négociation du règlement de paix allemand.

Saint-Laurent exprima ce nouvel activisme dans une allocution clé qu'il prononça en janvier 1947 et dans laquelle il énonça les principes qui gouverneraient les politiques du Canada. Cette approche aurait été tout à fait étrangère à Mackenzie King, pour qui les questions de politique extérieure étaient inévitablement sources de divisions. Moins on en parlait, mieux ça valait. Saint-Laurent insista sur la nécessité primordiale de préserver l'unité nationale, un thème bien connu au Canada, mais son discours consista pour l'essentiel à rejeter implicitement le passé prudent légué par King et à inviter les Canadiens à s'engager à fond dans le monde<sup>1</sup>. C'est dans cet esprit que, plus tard durant l'année, le gouvernement réussit à faire élire le Canada au Conseil de sécurité des Nations Unies (voir le document 345). Parfois, Pearson semblait avoir élu domicile à New York, à la recherche de solutions aux graves problèmes en Palestine et en Corée — des régions du monde toutes différentes de celles auxquelles s'étaient toujours intéressés les Canadiens<sup>2</sup>. Pour le diplomate-historien John Holmes, la diplomatie pearsonienne à l'ONU en 1947 donna au Canada son rôle et sa réputation de «puissance moyenne modérée privilégiant la médiation»<sup>3</sup>.

Mais l'ONU fut bien davantage source de frustrations que de satisfaction au sein du gouvernement. On reconnaissait un succès relatif au Conseil économique et social et aux institutions spécialisées. Par contre, le Conseil de sécurité — chargé au premier chef de maintenir la sécurité et la paix dans le monde — voyait son action régulièrement entravée par l'Union soviétique, qui usait abondamment de son droit de veto. Le gouvernement ne prit ni aisément ni à la légère la décision de poser la candidature du Canada au Conseil de sécurité qui, de l'avis du Premier ministre et du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, était devenu un «organe

---

<sup>1</sup>*The Foundations of Canadian Policy in World Affairs* (Duncan and John Gray Memorial Lecture, Toronto, 1947); Ministère des Affaires extérieures, *Statements and Speeches*, 47/2.

<sup>2</sup>John English, *Shadow of Heaven: The Life of Lester Pearson*, volume I: 1897-1948 (Toronto, 1989), pp. 324-327; Anne Trowell Hillmer, «'Here I am in the Middle': Lester Pearson and the Origins of Canada's Diplomatic Involvement in the Middle East», in David Taras et David H. Goldberg (sous la direction de), *The Domestic Battleground: Canada and the Arab-Israeli Conflict* (Kingston et Montréal, 1989), pp. 125-143.

<sup>3</sup>John W. Holmes, *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order* (deux volumes; Toronto, 1979 et 1982), volume II, p. 69.